



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DE BOUFFEMONT

DÉPARTEMENT
DU
VAL D'OISE

ARRONDISSEMENT
DE
SARCELLES

CANTON
DE
DOMONT

ARRETE DU MAIRE

Circulation et stationnement
Travaux sur réseau de vidéosurveillance
- Diverses voies de la commune -

2024-136

Le Maire de la commune de Bouffémont ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213-1 et suivants, relatifs aux pouvoirs de Police du Maire ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1 et suivants, relatifs aux pouvoirs généraux de la Police Municipale ;

Vu le Code de la route en vigueur, et notamment les articles R 417/9, 10, 11, 12 et 13 réglementant le stationnement de tout véhicule à l'arrêt et sa mise en fourrière en cas d'infraction ;

Vu la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée et complétée par la loi n° 82.623 du 22 juillet 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

Vu le décret n° 86.475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la Route ;

Vu l'arrêté interministériel en date du 6 novembre 1992, portant sur la signalisation temporaire ;

Vu l'arrêté n° 2017-103 réglementant le stationnement sur l'ensemble de la Commune de Bouffémont ;

Considérant la demande en date du 10 octobre 2024 formulée par l'entreprise DEPAN BTP – 8 rue du regard- 95230 Soisy-sous-Montmorency de réaliser :

- **Des travaux sur réseau de vidéosurveillance**
- **Diverses voies de la commune**

Considérant la nécessité de réglementer la circulation et le stationnement pendant la période des travaux ;

Considérant que la réalisation des travaux aura lieu :

- **Du 21 octobre au 22 novembre 2024**

Considérant qu'il y a lieu de prescrire toute mesure utile afin d'assurer la sécurité publique ;

ARRÊTE

Article 1 : Pour la réalisation des travaux susvisés :

- **L'entreprise DEPAN BTP est autorisée à exécuter des travaux sur réseau de vidéosurveillance**
- **Diverses voies de la commune**
- **Du 21 octobre au 22 novembre 2024**

Article 2 : Les véhicules dont le stationnement sera considéré comme gênant seront mis en fourrière conformément aux lois et réglementations en vigueur.

Article 3 : La vitesse sera réduite à 30 km/h sur les abords immédiats du chantier. Le stationnement sera interdit sur toute l'emprise des travaux et tout dépassement sera interdit.

Article 4 : Les réfections des fouilles seront réalisées par la mise en œuvre de matériaux de qualité. Ils devront être soigneusement compactés et les déchets devront être enlevés immédiatement.

Le remblaiement et la réfection définitive se feront obligatoirement dans la durée de l'intervention.

En fin de chantier, le site devra être remis à l'identique (signalisation horizontale et verticale refaite, mobilier urbain reposé).

Article 5 : L'entreprise chargée de l'exécution des travaux devra mettre en place et maintenir en état, de jour comme de nuit, une signalisation temporaire de chantier réglementaire.

Article 6 : Le passage des piétons et le passage des véhicules des riverains devront être maintenus en permanence pendant toute la durée du chantier.

Article 7 : La fourniture, la pose et l'entretien des panneaux indiquant les dispositions instituées par le présent arrêté seront à la charge de l'entreprise **DEPAN BTP** chargée des travaux. La signalisation du chantier sera conforme aux arrêtés interministériels du 5 et 6 novembre 1992 sur la signalisation routière.

Article 8 : Les agents évoluant sur le chantier seront porteurs d'un vêtement de signalisation à haute visibilité conforme à la norme EN 471 de classes 2 ou 3. Toutefois les intervenants de courte durée peuvent se contenter d'un vêtement de classe 1.

Article 9 : Le non-respect de l'une des clauses du présent arrêté entraînera une suspension immédiate des travaux et les frais seront à la charge de l'entreprise chargée des travaux.

Article 10 : Mme la Directrice Générale des Services, Mme la Directrice des Services Techniques, le Commandant de brigade de la gendarmerie de Domont, le Responsable de la Police Municipale de la ville, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bouffémont, le 11 octobre 2024

Le Maire
Michel LACOUX

